

CSFRS et GeoStrategia « Repenser l'approche de la question sahélienne par la recherche »

jeudi 3 mai 2018, par [CSFRS](#), [GEOSTRATEGIA](#)

Le CSFRS et GeoStrategia présentent « Repenser l'approche de la question sahélienne par la recherche », première session des Rendez-vous de la Réflexion Stratégique (Paris, École militaire, 11 avril 2018). Les Rendez-vous de la Réflexion Stratégique visent à valoriser la recherche soutenue par le CSFRS et à créer des synergies avec les partenaires de GeoStrategia. Cette première session s'appuie sur divers articles et études mis en ligne sur Geostrategia (www.geostrategia.fr) et issus de la Revue Défense Nationale, de l'European Council on Foreign Relations, des Cahiers de l'Orient et du CSFRS.

Par ordre d'apparition, les intervenants :

Olivier Caron, directeur général du CSFRS.

Jean-Marc Châtaignier, Ambassadeur « Envoyé spécial pour le Sahel »

Serge Michailof, Chercheur, enseignant associé à Sciences Po Paris

Thierry Hommel, Économiste, enseignant associé à l'École des ponts et chaussées

Andrew Lebovich, Chercheur associé à l'European Council on Foreign Relations

Salim Chena, Chercheur, enseignant associé à Sciences Po Bordeaux.

Yvan Guichaoua, Chercheur et enseignant à la *Brussels School of International Studies*.

Anne De Luca, Chercheure associée au centre Thucydide.

Résumé

La question sahélienne est complexe, et le paysage stratégique associé englobe tant le Sahara que ses deux rives : l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Les sept intervenants en abordent les différents aspects interdépendants : sécurité, gouvernance, développement.

La crise de l'espace sahélien dépasse donc le Mali, même si ce problème malien est majeur et déborde sur le Niger et le Burkina. Par ailleurs, le Nord-Nigéria, le sud-est du Niger et le sud du Tchad constituent un deuxième foyer de tension majeure, avec le phénomène Boko Haram.

Le Sahel est une zone fragile sur les plans environnemental, politique, démographique. Le rôle de la communauté internationale ne consiste pas à donner des leçons, à exporter des « recettes », mais à proposer un véritable support à une politique définie par les Sahéliens eux-mêmes. D'où l'accent porté sur l'importance du dialogue avec les partenaires locaux, sur la compréhension de leurs besoins comme de leurs aspirations.

Au Mali, les difficultés du gouvernement et les attaques successives contre les troupes régulières soulignent la difficulté stratégique à laquelle nous faisons face. Les élections de juillet 2018 offrent une opportunité pour construire un appareil d'État capable de rétablir l'ordre dans le pays, ce que les forces françaises et onusiennes ne peuvent faire seules. Les organisations non-gouvernementales (ONG) ne peuvent également pas à elles seules ramener le Mali sur la voie du développement. L'urgence est donc au rétablissement de l'appareil régalien. Pourtant, malgré leurs discours sur l'importance du développement pour la sécurité et inversement, les ONG jugent trop délicat et politiquement sensible

d'intervenir dans ce sens. Or, il faut améliorer les conditions de vie pour ramener la paix dans les villages. Il faut donc pouvoir coordonner l'aide internationale de façon plus efficace. Dans le cas contraire, cette aide risque d'accroître la désorganisation et la dégradation économique du territoire, nonobstant la perte financière. Ainsi, tant qu'il y aura un vide étatique, l'impact des interventions dans ces régions enclavées sera toujours limité par les difficultés des populations à accéder à certains services essentiels comme l'éducation, la santé, l'énergie.

Certaines représentations faussent la compréhension de la crise sahélienne. L'Algérie est ainsi plus active qu'on ne le pense. Même si son histoire et sa Constitution l'empêchent d'intervenir en dehors de ses frontières, elle coopère avec des partenaires, régionaux, européens et américains. Par ailleurs, les causes sociologiques et politiques sont essentielles pour comprendre les raisons qui poussent aux révoltes armées au Sahel. La croissance du djihadisme n'est-elle pas liée à un désengagement de l'État ? S'il existe une volonté de transformer un système politique en accord avec des références religieuses, il faut impérativement prendre en compte la dimension locale. Le djihadisme prospère en effet sur des territoires fragmentés, au sein de communautés ayant des comptes à régler avec l'État. Il faut également être attentif aux interférences externes de la France et de l'ONU et aux risques qu'elles portent sur la cohésion sociale et politique au Sahel. Enfin, il faut se défier des idées reçues sur la dimension religieuse et sur les textes (Coran...) associés, auxquels on prête beaucoup de significations plus ou moins erronées. Il est nécessaire d'apporter des réponses argumentées et construites aux interrogations légitimes des opinions publiques, via une meilleure connaissance de ces textes.

Plus : le site du CSFRS <https://www.csfrs.fr/> et GeoStrategia <https://www.geostrategia.fr>

Une production vidéo SAS Expertise géopolitique - Diploweb. Propos recueillis par Pierre Verluise. Images et son : Jérémie Rocques. Montage : Fabien Herbert. Résumé : Estelle Ménard.

P.-S.

Le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques (CSFRS) a pour objet le soutien, la coordination et l'animation des efforts développés en matière de recherche et de formation stratégiques dans les domaines de la sécurité et de la défense de façon à permettre l'élaboration et l'actualisation d'instruments de référence de niveau international. En cohérence avec la finalité et l'ensemble des actions menées par le CSFRS, Geostrategia est un site web collaboratif qui vise à soutenir la formation et la recherche stratégiques nationales et à contribuer à la émergence d'une communauté stratégique nationale.

Une production vidéo SAS Expertise géopolitique - Diploweb. Propos recueillis par Pierre Verluise. Images et son : Jérémie Rocques. Montage : Fabien Herbert. Résumé : Estelle Ménard.